



Conseil économique et social

Distr. limitée
23 avril 2002
Français
Original: anglais

Reprise de la session d'organisation de 2002

29 et 30 avril 2002

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentation de candidatures,
confirmations et nominations**

Nomination de 24 experts au Comité de l'administration publique

Note du Secrétaire général

Conformément à la résolution 2001/45 du Conseil économique et social, en date du 20 décembre 2001, le Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies a été renommé Comité de l'administration publique. En application de cette résolution, le Conseil doit examiner les candidatures de 24 experts nommés par le Secrétaire général, qui siégeront à titre personnel pour un mandat de quatre ans commençant le jour de leur élection et expirant le 31 décembre 2005. On trouvera ci-après des informations biographiques sur sept des candidats nommés par le Secrétaire général.

1. M. Atangana Mebara (Cameroun)

M. Mebara est Ministre de l'enseignement supérieur du Cameroun et a été nommé Président du Conseil des ministres du Comité africain. À l'issue du Congrès tenu à Athènes en 2001, il est devenu Président de l'Institut international des sciences administratives (IISA). Il a été Directeur de l'Office national de la recherche scientifique et technique et Ministre de la planification (1988 à 1990), chef de la Division des affaires économiques du Cabinet du Premier Ministre (1991 à 1993) et Directeur de l'Institut supérieur du management public du Cameroun (1994 à 1997). Il a publié plusieurs ouvrages, notamment « Education, employment and salary in Cameroon »; « The relation between education and employment : myth and reality »; et « The privatization of the public service monopolies ».

2. Rachid Benmokhtar Benabdellah (Maroc)

M. Benabdellah a été nommé Président de l'Université Al Akhawayn par le défunt Roi Hassan II le 25 juin 1998. Il a été Ministre de l'éducation, du 27 février 1995 au 15 mars 1998. Il a reçu la médaille Albert Einstein de l'éducation et de la paix, est chevalier de l'Ordre Ouissam Alaouite et officier de la Légion d'honneur



de la République française. Il est actuellement Président de la Fondation pour la nature et l'homme, membre du Conseil consultatif de l'Institut de la Banque mondiale, du Conseil d'administration de Maroc-Telecom, du Groupe consultatif chargé du rapport sur le développement humain dans la région arabe du Programme des Nations Unies pour le développement et du Conseil d'administration de HOLCIM (ancien CIOR).

3. Werner Jann (Allemagne)

M. Jann est Président du Groupe européen d'administration publique (GEAP) depuis 2001, et professeur d'université, titulaire d'une chaire de professeur de sciences politiques, d'administration et d'organisation à l'Université de Postdam. Il a étudié les sciences politiques, les mathématiques et l'économie à l'Université libre de Berlin, où il a obtenu en 1976 un diplôme en sciences politiques, et à l'Université d'Édimbourg. Il a été, entre autres, chargé de recherche et maître de conférence à l'École supérieure des sciences administratives Speyer. Il a également été expert auprès du Congrès et assistant juridique à la Chambre des Représentants (Washington); Chargé de recherche à l'Université de Californie (Berkeley) et fonctionnaire (Directeur du groupe de réflexion « Denkfabrik ») au Cabinet du Premier Ministre à Kiel (1989-1993). Il a publié des ouvrages touchant aux politiques publiques comparées, à l'administration, à la culture administrative, à la modernisation du secteur public et à la gouvernance publique.

4. Barbara Kudrycka (Pologne)

Mme Kudrycka est recteur de l'École d'administration publique de Bialystok et professeur à l'École de droit de l'Université de Bialystok (Pologne). Elle est titulaire d'un doctorat (Ph. D) (1985) et d'un diplôme d'habilitation (*venia legendi*) (1995) en droit administratif et en administration publique (École de droit et d'administration de l'Université de Varsovie). Elle est membre du Comité directeur du Réseau des instituts et écoles d'administration publique en Europe centrale et orientale et Vice-Présidente de l'Association polonaise d'enseignement en matière d'administration publique. Le Conseil britannique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord lui ont décerné des prix. Elle a présidé la Commission spéciale chargée d'élaborer le code de déontologie de la fonction publique polonaise et fut rapporteur pour l'atelier III du vingt-cinquième Congrès international des sciences administratives, dont le thème s'intitulait « La situation du fonctionnaire : nouveaux concepts et nouveaux défis ».

5. Jose Oscar Monteiro (Mozambique)

Diplômé en droit, M. Monteiro est titulaire d'une maîtrise en études africaines de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) et a été conférencier à la Faculté de droit de l'Université Eduardo Mondlane. Il a institué le diplôme en gestion publique de cette même université et est actuellement professeur associé à la Graduate School of Public and Development Management de la faculté de droit commercial et de gestion de l'Université de Witwatersrand (Johannesburg). M. Monteiro occupe des fonctions de conseiller aux Ministères de l'administration publique, de l'enseignement supérieur et de la science et de la technologie, ainsi qu'auprès du groupe chargé de la réforme de la fonction publique, et préside actuellement le Comité chargé du système de formation de l'enseignement supérieur pour les fonctionnaires du Mozambique. Il a été le Conseiller spécial du Représentant spécial

du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies durant la conduite du processus de paix au Mozambique et a présidé le Comité directeur chargé de l'établissement des deux premiers rapports nationaux sur le développement humain au Mozambique (1999 et 2000) et le Comité directeur chargé de l'établissement du premier rapport du PNUD sur la région de l'Afrique australe (2000-2001).

6. Apolo Nsibambi (Ouganda)

M. Nsibambi a été nommé Premier Ministre de l'Ouganda et responsable des activités commerciales en avril 1999. Il a été Ministre de l'éducation (mai 1998-avril 1999) et Ministre de la fonction publique (nommé en juillet 1998). Il a également une grande expérience du secteur universitaire, acquise en sa qualité de doyen de la faculté des sciences sociales, de Directeur du Département des sciences politiques, de Directeur de l'Institut de recherche sociale de Makerere et de professeur de sciences politiques et d'administration publique.

7. Volodymyr Yatsuba (Ukraine)

En vertu du décret No 377 en date du 30 mai 2001, M. Yatsuba a été nommé Secrétaire d'État au Cabinet ministériel d'Ukraine. Depuis décembre 1998, il était premier Vice-Ministre au Cabinet ministériel et premier Secrétaire d'État adjoint au Cabinet ministériel. En mars 1995, il a été nommé premier Vice-Directeur de l'Administration du Président. En août 1994, il a exercé les fonctions de Vice-Directeur du Département des territoires au sein de l'Administration du Président. De 1990 à 1994, il fut député de l'Ukraine à la douzième session du Parlement. Il a été élu chef du Conseil des députés nationaux de la ville de Dnipropetrovsk, en novembre 1990.